

La construction des identités

Explications alternatives du conflit et de la violence dans le Delta du Niger, au Nigéria

KALU N. KALU, PHD*

AIR COMMODORE OLUTAYO T. OGUNTOYINBO, ARMÉE DE L'AIR NIGÉRIANE**

Située dans le sud du Nigéria et couvrant une part importante de la côte atlantique du pays, la région du Delta du Niger (près de 104.000 km² de marécages, de cours d'eau et de forêts de mangrove) a connu une augmentation croissante de sa population, dépassant les 30 millions d'individus (en 2005), soit 23 pour cent de la population totale du pays. De plus, « la densité de la population est parmi les plus élevées au monde avec 265 habitants par kilomètre carré et un taux de croissance d'environ 3 pour cent par an¹ ». Au fur et à mesure qu'augmentent la pauvreté et l'urbanisation, l'absence de croissance économique et d'opportunités d'emploi va à l'encontre des attentes grandissantes et de la recherche d'une meilleure qualité de vie qui commençaient à naître dans les esprits.

Au Nigéria, le problème du Delta du Niger est antérieur à l'époque durant laquelle le pétrole est devenu un élément central de l'économie du pays. La crise portait, à un moment ou un autre, sur toutes sortes de questions liées aussi bien à

*Kalu N. est professeur de sciences politiques à *Auburn University* à Montgomery et professeur auxiliaire à *Connecticut University*. Il a été un chercheur affilié à la *Whitney et Betty MacMillan Center* for International Studies de *Yale University*. Il est également chercheur invité à l'Institut nigérian des affaires internationales, Victoria Island, Lagos. Ses intérêts de recherche incluent le développement institutionnel et le changement organisationnel, la citoyenneté et la théorie administrative, l'interface entre les technologies de l'information et du leadership, les systèmes adaptatifs complexes, les relations civilo-militaires, la sécurité nationale et la politique du renseignement, la mondialisation et la politique des soins de santé. Le professeur Kalou a beaucoup publié dans des revues telles que *Journal of Political and Military Sociology*, *Administrative Theory and Praxis*, *Public Administration Review*, *Administration and Society*, *International Review of Administrative Sciences*, *American Review of Public Administration*, *Social Science Computer Review*, *Defence Studies*, *Handbook of Homeland Security*, *Yale Political Quarterly*, etc. Rowman and Littlefield a publié son livre intitulé *State Power, Autarchy, and Political Conquest in Nigerian Federalism* en 2008 (Relié) et 2009 (broché).

**Air Commodore Olutayo T. Oguntoyinbo est commandant du 75^e groupe d'attaque, *Nigeria Air Force* (NAF), Yola, État d'Adamawa. Il a été un formateur spécialisé et pilote de chasse et instructeur (opérations) à la NAF, à Abuja. Il est diplômé de l'École de Commandement et d'État-major des Forces armées du Ghana et du *Ghana Institute of Management and Public Administration*, ainsi que de l'*U.S. Ware College*, Maxwell Air Force Base, Montgomery, Alabama, États-Unis.

l'autonomie territoriale qu'aux opportunités économiques, au contrôle et à la compensation environnementale, au développement de l'infrastructure, à la représentation politique, et/ou à l'autodétermination, il fût assez difficile d'établir avec précision laquelle de ces questions, prise individuellement, s'est trouvée au premier plan du conflit. Pour la bonne et simple raison que la majeure partie des exportations et des réserves nigérianes de pétrole proviennent de cette région, le niveau croissant du sous-développement infrastructurel et économique est devenu un élément du débat central relatif à la répartition des bénéfices du système fédéraliste nigérian.

Cependant, « la compétition pour les recettes pétrolières a continué à alimenter la violence entre d'innombrables groupes ethniques, entraînant la militarisation de la quasi-totalité de la région que ce soit par des milices ethniques ou par les forces armées et de police nigérianes¹ ». Ainsi, la vague croissante de violence, d'enlèvements et de crimes que connaît la région compte parmi les questions retenant le plus l'attention du pays et de la communauté internationale. Ainsi, des problèmes plus centraux et véritables, qu'il s'agisse de la pauvreté, de l'éducation, de questions environnementales ou des intérêts conflictuels entre les groupes pétroliers multinationaux et l'économie nationale, ont été relégués au second plan, voire même éclipsés du fait des manifestations, immédiates et physiques, de violence et de désordre.

Cet article suggère qu'une évaluation convenable de la problématique du Delta du Niger et des défis de sécurité inhérents devrait s'intéresser à certains des événements historiques qui l'ont affecté. S'agissant d'une région essentiellement peuplée de minorités ethniques – les plus nombreuses étant les Ijaws, les Urhobos, les Itsekiri, les Ogonis, les Andonis, les Annang, les Isokos, et bien d'autres encore –, la question de l'autonomie par rapport à l'influence des groupes ethniques majoritaires a sans cesse été un facteur essentiel dans le désir de création d'un État, et ce avant même l'indépendance. Ce serait sans aucun doute sous-estimer la crise dans le Delta du Niger que de la considérer comme une simple question de privations relatives et/ou de dégradation de l'environnement. La réalité est bien plus complexe. Puisque les différends portent essentiellement sur les droits de propriété et l'autorité légitime, la relation évolutive entre pouvoir et économie de conflit témoigne du fait que le caractère endémique et l'intensité des politiques et des conflits ethniques donneraient, au final, la mesure du différend politique en cours.

En recourant à une approche socioconstructiviste du conflit ethnique et politique, cet article vise à expliquer de quelle manière les différences en termes de construction des idées et des identités constituent les principes sous-jacents qui, souvent, conduisent à des situations de conflit, et les entretiennent, dans des régions comme le Delta du Niger. En cherchant une manière d'appliquer le socioconstructivisme aux conflits politiques, nous exploitons le rôle des individus, de la communauté et de la société dans la construction d'une « réalité objective » dans

laquelle les idées (la perception et l'interprétation des événements nationaux, des expériences historiques et des politiques) constituent des causes matérielles conduisant au conflit et à la violence.

La violence comme forme de participation politique : semblables à une différence près

Dans nombre d'états développés ou en développement, le recours à la violence est considéré comme une forme de participation politique, même lorsqu'il est moralement intolérable et comme un défi posé à l'état de droit. Si la violence peut être relative en termes de degré et de forme, il convient simplement de rappeler qu'elle cherche généralement à atteindre un objectif politique ou à attirer l'attention sur une question importante pour la ou les parties concernées. Mais la plupart des actes politiques violents ne sont pas nécessairement générés par le différend ; le plus souvent, il s'agit, de l'absence d'opportunités politiques ou de moyens officiels permettant de porter un problème devant les autorités compétentes. Lorsque cette opportunité n'existe pas ou lorsqu'elle semble difficile à saisir, la colère et la frustration collectives prennent la forme d'une revendication politique violente.

Dans son important travail sur le modèle psycho-social des « conflits civils », Ted Robert Gurr a conduit des analyses quantitatives à partir de nombreuses formes de conflits se manifestant au niveau national par des protestations et des révoltes. S'il s'est intéressé, dans son travail, à la variable de niveau individuel qu'est la « privation relative », il a notamment mobilisé un ensemble de données démographiques nationales afin d'exploiter ses variables majeures³. Deux années plus tard, son ouvrage *Why Men Rebel* a attiré l'attention sur certains déterminants politiques du conflit. S'il insistait sur des facteurs comme « l'équilibre relatif entre le soutien institutionnel et le contrôle coercitif », il s'intéressait principalement aux déterminants du différend collectif qui, au niveau transnational, pourraient être corrélés avec différentes mesures du conflit⁴.

Les spécialistes contemporains s'inspirèrent des précédents travaux de Gurr et cherchèrent à analyser différentes situations de conflit, dont les guerres civiles. Paul Collier et Anke Hoeffler, par exemple, ont identifié d'importantes corrélations entre les guerres civiles et des niveaux élevés d'exportation de produits primaires, des populations nombreuses, de faibles niveaux d'enseignement secondaire, une faible croissance économique, un bas revenu par habitant et l'existence par le passé de guerres civiles. Ils ont également constaté que l'absence de démocratie était significative mais la division ethnique et religieuse était sans importance⁵. Si les précédentes caractéristiques s'appliquent au Nigéria, cette dernière observation est, de la même manière, particulièrement pertinente dans la mesure où la majeure

partie des conflits civils qu'a connu ce pays sont presque toujours attribués à des causes ethniques et religieuses, bien que d'autres facteurs structurels, mais lointains, pourraient y contribuer.

Cette observation revêt encore plus d'importance dès lors que l'on considère les travaux plus récents de James Fearon et David Laitin. En s'appuyant comme Collier et Hoeffler sur une définition de la guerre civile reposant sur une approche quantitative de la violence et sur des prémisses microéconomiques, ils ont constaté de la même manière que les exportations de produits primaires, et notamment de pétrole, étaient intimement liées au déclenchement de guerres civiles. Selon l'autre grande conclusion à laquelle ils sont parvenus, il est plus probable que les guerres civiles éclatent dans des pays dirigés par des gouvernements faibles mais non-démocratiques, marqués par l'instabilité politique. Ils ont par ailleurs constaté, et cela est tout aussi pertinent, que, statistiquement, les guerres civiles n'étaient pas corrélées avec l'ethnicité⁶. Ainsi apparaît-il que certains enseignements essentiels doivent être tirés quant aux conflits et à la violence au sein des communautés politiques. « La violence est, par nature, instrumentale ; comme tous les instruments, elle doit toujours être dirigée et justifiée par les fins qu'elle entend servir⁷ ». Comme les différentes formes de participation politique, « [l]e pouvoir et la violence, tout en étant des phénomènes distincts, ont habituellement des manifestations communes. On a pu constater que dans tous les cas où l'on voit apparaître cette combinaison, le pouvoir est le facteur premier et prédominant⁸ ».

Pendant, le contexte dans lequel cette assertion est formulée concerne des situations dans lesquelles des groupes distincts cherchent à obtenir la suprématie politique, économique, religieuse ou culturelle sur d'autres entités concurrentes dans la société. Dans les systèmes fédéraux ayant des institutions généralement faibles, il est plus probable que les groupes concurrents recourent à des moyens extraconstitutionnels pour faire face à des situations de conflit pouvant semble-t-il être évitées. Il n'est donc pas inconcevable de voir les conflits politiques régionaux au Nigéria comme le résultat de l'inévitable quête de pouvoir et de contrôle sur la distribution autoritaire des valeurs, qui, dans les systèmes fédéraux comme le notre, est souvent une prérogative naturelle du gouvernement central. Comme le montrerait Hannah Arendt, étant inhérent à l'existence même des communautés politiques, le pouvoir n'a besoin d'aucune justification ; c'est de légitimité dont il a besoin⁹. Nombre de Nigériens, épris de la violence et de la colère collective qui affectent le pays, demandent tout de même avec plus d'insistance que d'autres pouvoirs soient délégués aux régions afin de répondre aux différentes orientations ethniques cherchant une représentation efficace au niveau central.

Mais la question demeure toujours de savoir quel type de délégation devrait être opérée et de quelle manière. Et quelles sont les différences fondamentales et

spécifiques entre un système fédéral traditionnel et le concept de fédéralisme « véritable » ? Il y a une importante différence entre le fédéralisme en tant que *division des pouvoirs* entre le centre et les unités constitutives et le fédéralisme dans un contexte de délégation des pouvoirs. Il ne s'agit pas de la même chose. Le premier nécessite une résolution relative à des questions structurelles spécifiques qui doivent être mises en évidence dans le texte constitutionnel, précisant les formes de relation fonctionnelle et associationnelle avec le système. Le second est plus problématique puisqu'il nécessite une plateforme plus complexe pour renégocier les bases constitutionnelles et politiques de l'association au sein du système fédéral, ainsi que pour établir qui renonce à quoi, combien, et en faveur de qui. Dans la mesure où les revendications visent principalement ce dernier aspect (tout en l'interprétant comme le premier), le décalage évident entre l'objectif et le résultat final complexifie l'élaboration d'un consensus initial sur les objectifs pratiques de la négociation politique.

Depuis mai 1999, différents groupes ethniques, de revendication ou militants sont apparus dans le pays défendant une cause ou une autre. On trouve ainsi, par exemple, l'*Odua Peoples Congress* (luttant pour les États Yoruba dans le sud-ouest), l'*Arewa Consultative Forum* (cherchant à susciter l'intérêt des États du Nord), le *Middle Belt Forum* (qui cherche à réaffirmer une identité géopolitique propre), les *Obanaeze* (souhaitant une réaffirmation politique pour les États du sud-est), et le *South-South Forum* (désireux d'une plus forte représentation dans la communauté politique dirigeante du pays). On trouve également les *Egbesu Boys* et le *Ijaw Youth Council* (cherchant une redistribution du pétrole nigérian et des recettes pétrolières en faveur des intérêts locaux des zones pétrolifères), le *Movement for the Actualization of the Sovereign State of Biafra* (MASSOB), et nombre d'autres groupes qui, bien que moins véhéments, désapprouvent tout autant l'actuelle situation du pays. Durant cette période de stagnation, la question demeure de savoir comment réconcilier les différentes plateformes pour atteindre l'objectif premier d'intégration nationale et l'unité d'objectifs.

Epistémologies concurrentes : les approches structuraliste et socioconstructiviste

L'origine du militantisme ethnique et politique au Nigéria ne peut être trouvée dans la politique de la guerre froide (1945-1989). Elle est profondément ancrée dans l'histoire et la formation de l'État, dans le pouvoir et dans la trajectoire du développement politique, notamment lors des premières années de l'indépendance nigériane. S'il peut également être, en partie, attribué aux problèmes du fédéralisme dans le pays, le militantisme n'est pas devenu un défi posé à l'idéal du fédéralisme en soi mais témoigne des multiples, et souvent difficiles, défis liés aux questions nais-

santes de gouvernance et de politique distributive. En expliquant les raisons du conflit ethnique et politique, les approches structuraliste et socioconstructiviste offrent d'importants outils analytiques pour comprendre les idiosyncrasies spécifiques et évaluer des prémisses décisives pour l'évolution des situations de conflit.

Dans la mesure où la guerre civile suit des lignes structurelles plutôt qu'éthniques, Fearon et Laitin suggèrent que la meilleure manière de l'éviter serait d'éliminer les facteurs favorisant l'insurrection, comme le fait d'accroître les compétences (capacité administrative et militaire) d'un gouvernement central. Si les approches visant à réduire les griefs et à intensifier la démocratie pourraient en tant que telles être souhaitables, Fearon et Laitin concluent qu'elles ne sont pas des « balles magiques » pour mettre fin aux guerres civiles¹⁰. D'un autre côté, Collier et Hoeffler semblent partager les points fondamentaux des arguments avancés par Fearon et Laitin. Ils cherchent à savoir s'il est plus probable que les guerres civiles éclatent dans des situations se caractérisant par d'importants griefs ou dès lors qu'une rébellion a de grandes chances de succès. Ils trouvent peu d'arguments confortant l'idée selon laquelle il serait plus probable que les guerres civiles éclatent là où existent des griefs ethniques. Selon eux, les facteurs renforçant les possibilités de rébellion sont « la disponibilité des ressources financières », le « coût potentiel de la rébellion » et l'« avantage militaire » des forces rebelles¹¹. Tous ces facteurs pourraient ainsi indiquer que les guerres civiles ne sont pas nécessairement le résultat de tensions ethniques, mais plutôt précipitées par des facteurs structurels favorables à une rébellion¹².

Dans la région du Delta du Niger, des facteurs structurels pourraient favoriser l'engagement dans l'insurrection, parmi lesquels le terrain, les cours d'eau et les forêts de mangrove offrant des opportunités de dissimulation et de cache. Cette région permet non seulement de réaliser une frappe et de se retirer rapidement, mais elle est également moins favorable à la mise en œuvre du matériel lourd et des équipements militaires nécessaires pour affronter une armée permanente. Puisque la configuration des groupes militants/d'insurgés est très souple, opérant en petites cellules, et que la population civile leur sert souvent de couverture, la prévention et/ou l'interdiction sont nettement plus difficiles à réaliser. L'environnement général et les ressources dont dispose cette région favorisent également l'émergence d'une économie souterraine et illicite apportant le financement et assurant l'entretien logistique de l'insurrection.

En termes de hiérarchie politique, la structure politique globale de l'État et de ses institutions crée un cadre dans lequel les groupes militants locaux sont perçus, d'un côté, comme des acteurs sous-systémiques au sein d'un système géopolitique national plus large et, d'un autre côté, comme opérant en dehors de la prérogative traditionnelle du pouvoir et de ses lois. Alors que l'État cherche à réaffirmer son autorité, les groupes militants cherchent, quant à eux, à limiter ou, tout

au plus, à redéfinir la portée et la nature de cette autorité. Dans la mesure où la logique de leur motivation est profondément ancrée dans leur histoire culturelle et leurs expériences, et dans leur vision du monde, il en ressort que le fait de comprendre la manière dont les groupes recourent au passé pour façonner et analyser l'avenir ouvre une voie théorique importante pour surmonter les différends sociaux et politiques avant qu'ils ne dégénèrent en violence.

Le socioconstructivisme

En tant que modèle analytique, le socioconstructivisme semblait prometteur pour l'étude des conflits ethniques. Il a proposé de nouvelles idées et en a exploité d'autres, parmi lesquelles celles émises dans le cadre des approches structuralistes et relevant de la théorie des jeux, pour expliquer de quelles manières les idées et les identités socialement construites peuvent conduire à des conflits et violences ethniques et politiques. Cette approche, telle qu'elle est présentée par Alexander Wendt, cherche à savoir comment les idées « constituent » les « causes apparemment matérielles » du « pouvoir, des intérêts et des institutions¹³ ». Peter Berger et Thomas Luckman discutent de la manière dont la société façonne « une réalité objective au fur et à mesure que les humains interagissent et que certains modèles s'habituent à l'interaction sociale et s'institutionnalisent » ; il en résulte que « toute déviance à l'égard de cette institution perçue sera vue comme une rupture radicale de la réalité¹⁴ ».

L'approche socioconstructiviste s'intéresse notamment à la manière dont les différences en termes de construction des idées, identités, expériences historiques et visions du monde (partis pris et idiosyncrasies) constituent le prisme par lequel les individus voient, comprennent et formulent des questions publiques et nationales importantes. Robert Jarvis observe que « ce que l'on apprend des grands événements historiques représente un facteur important dans la détermination des images qui façonnent l'interprétation des informations reçues ». Ainsi, les analogies servent à renforcer des croyances et des préférences préexistantes ». Il discute aussi l'interaction entre différentes réalités socialement construites qui pourraient sembler « déviantes » à ceux qui ne les partagent pas et qui peuvent également être à l'origine d'un conflit¹⁵. Les différences perceptuelles concernant des questions politiques et socioéconomiques relatives génèrent ainsi des modèles différents et concurrents pour définir des solutions à des problèmes nationaux. Lorsque ces différences reposent sur des bases idéologiques et culturelles fondamentales, elles deviennent souvent irréconciliables, se prêtant donc moins à des solutions durables et solides. Et lorsqu'interviennent les conceptions généralement différentes de justice et de procédure légale régulière (*due process*) (comme c'est souvent le cas entre des groupes rivaux), les problèmes pouvant potentiellement être résolus pourraient d'autant plus se complexifier.

En juxtaposant les intérêts contradictoires de la puissance étatique et des différents groupes de revendication dans le Delta du Niger, la Figure 1 offre un bref aperçu du caractère généralement incommensurable des questions fondamentales au cœur de la crise. Si l'État cherche, en tant qu'arbitre ultime de l'ordre public, à maximiser son autorité et son pouvoir sur le territoire, les groupes de revendication cherchent un transfert progressif (voire même radical) de ce pouvoir, une orientation minimaliste quant au pouvoir et au contrôle de l'État. Ils justifient leur cause comme étant inspirée de questions normatives comme l'équité relative, les droits de propriété et la représentation politique. Ho-Won Jeong écrit que « les différences en termes d'intérêts, de valeurs et de besoins perçus sont peut-être les éléments les plus basiques des motivations d'un conflit ; et cela représente, pour la majeure partie des groupes, des modes de vie et des idéologies différentes générant des visions incongrues quant aux relations avec les autres¹⁶ ».

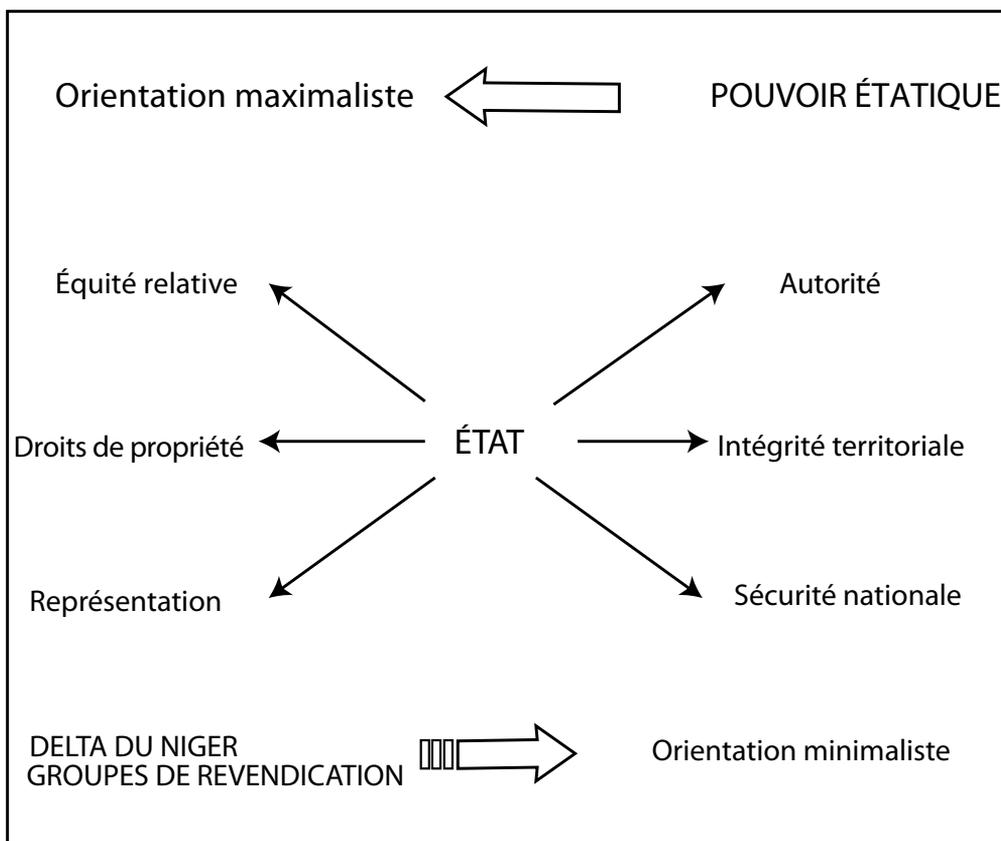


Fig 1. La structure de négociation et les impératifs des enjeux contradictoires

Depuis l'évolution du système étatique moderne au lendemain de la signature du Traité de Westphalie en 1648, un état est généralement considéré comme l'autorité suprême dans son espace territorial et géopolitique. Un élément central dans l'exercice du pouvoir étatique est la préservation de son intégrité territoriale et le fait d'assurer sa sécurité intérieure et extérieure (la sécurité nationale). Pour ce faire, des options existent sous la forme du *hard power* (action militaire) et du *soft power* (négociation et diplomatie). Si les deux options peuvent être individuellement mises en œuvre en vue d'un objectif spécifique, la malheureuse réalité du monde moderne, dans lequel l'accès aux ressources financières et aux armes nécessaires à un mouvement insurrectionnel est aisé, fait que la mise en œuvre du *hard power* par un état en complément au *soft power* devient une question d'opportunité politique, une situation à juste titre qualifiée d'approche « de la carotte et du bâton ».

En étudiant un certain nombre de conflits ethniques et politiques, Fearon et Laitin analysent plusieurs manières par lesquelles la construction sociale de l'identité ethnique peut conduire à la violence ethnique et politique. Ils aboutissent à trois explications constructivistes de la violence ethnique, tout en suggérant que chacune nécessite des recherches supplémentaires. La première est « la construction sociale par le discours ». Selon celle-ci, la construction sociale apparaît au niveau culturel ou social, et le conflit ethnique et la violence politique sont le résultat de symboles et d'idées formulés lorsqu'un groupe se différencie d'un autre¹⁷.

Les deux autres explications, qui s'intéressent notamment aux « individus en tant qu'agents de la construction » semblent, pour Fearon et Laitin, tout aussi crédibles. La violence ethnique est générée, selon la première de ces explications, par une identité construite par les élites qui cherchent à provoquer la violence en « construisant des identités encore plus antagonistes ». La violence créée par cette nouvelle identité est le résultat voulu par les élites, convaincues que la violence leur permettra de « renforcer leur emprise sur le pouvoir¹⁸ ». Cette explication rappelle la « dynamique interne au groupe » étudiée par les tenants de la théorie des jeux. L'autre explication s'intéresse notamment à la manière dont les individus ordinaires construisent leurs identités. La violence, dans ce cadre, peut apparaître alors que des dissidents tentent de changer les identités et les frontières culturelles ; dans ce cas, les expériences historiques sont amplifiées et parfois faussées pour un effet maximal¹⁹.

Par conséquent, les individus souhaitant mettre un terme au changement recourent plus ou moins à la violence. Le pays basque en Espagne en est, pour Fearon et Laitin, le parfait exemple. Alors que l'idée d'être « Espagnol » s'est élargie pour « inclure les Basques », ceux qui cherchaient la sécession avec l'Espagne ont provoqué les autorités espagnoles afin qu'elles lancent des « actions punitives » à la suite de leurs violentes attaques, stoppant dès lors l'adoption d'une nouvelle identité²⁰. Cet exemple montre que « l'émergence d'une conscience de soi collective existe et s'exprime à travers une recon-

naissance commune de la profondeur des défis, et dans l'obligation commune qu'elle impose à tous les membres de la communauté²¹ ». L'individu moyen voit et identifie alors son propre espace individuel comme faisant partie intégrante de l'espace et de l'identité de la communauté.

Études de cas

Edward Aspinall essaie d'étendre le recours au socioconstructivisme pour l'analyse des conflits ethniques afin d'y inclure des aspects relatifs aux ressources naturelles, idée qui semble également rejoindre l'approche structurelle. Aspinall analyse plus particulièrement, dans son article, le mouvement séparatiste de l'Aceh en Indonésie. Il constate que « l'exploitation des ressources naturelles engendre le conflit dès lors qu'elle est liée aux processus plus larges de construction d'identité ». Aspinall insiste également sur la manière par laquelle les entrepreneurs politiques chercheront à exploiter les problèmes ethniques existants en proposant une nouvelle identité, « réinterprétée », à une population²². Sanjib Baruah examine les identités et les visions de la réalité construites par les différents groupes et qui ont affecté le conflit Naga en Inde. Pour Baruah, l'idée selon laquelle les Nagas étaient un groupe distinct est très récente, datant peut-être des années 1920²³. Les Nagas n'étaient auparavant qu'un rassemblement incohérent de tribus se faisant constamment la guerre les unes aux autres. Pourtant, avec le temps, ces individus qui se considèrent comme Nagas ont construit une identité très différente qui comprend l'unification de tous les Nagas en une seule entité gouvernementale.

Le conflit en Inde porte sur le fait de savoir qui est Naga comme sur les régions devant être unifiées avec le Nagaland. Les différences perçues dans les revendications des Nagas en termes d'identité ethnique ont conduit à un conflit avec ceux qui ont une autre perception de la réalité. C'est ainsi qu'une identité ethnique socialement construite a pu engendrer un conflit là où elle n'existait pas auparavant. Baruah affirme par conséquent que, pour résoudre le conflit, toutes les parties impliquées doivent faire face à des affirmations constructivistes quant à la manière dont l'identité Naga a été construite²⁴.

Kristen Williams et Neal Jesse se sont intéressés à « la promotion des identités qui se recouvrent partiellement et au partage de la souveraineté » qui peuvent contribuer à résoudre des conflits nationalistes. En examinant plus particulièrement le conflit en Irlande du nord, ils relèvent que la construction d'une identité de groupe positive, pour le groupe concerné, conduit souvent à des relations conflictuelles avec d'autres groupes. Selon Williams et Jesse, tant que persiste cette vision négative entre les groupes, il est difficile d'établir la confiance entre eux, ce qui conduit à un dilemme sécuritaire. Ils soulèvent par la suite une importante question : « Si ces identités de groupe conflictuelles sont socialement construites, cela ne pourrait-il pas signifier qu'elles sont également malléables ? ». Ils soulignent que la mise en place d'institutions faisant la promotion d'identités qui se recouvrent partiellement devrait conduire à la construction d'une nou-

velle identité permettant à des groupes précédemment en conflit de coopérer. C'est ainsi, selon eux, que les institutions créées par les accords de paix nord-irlandais ont permis d'esquisser ce type d'identité qui a finalement ouvert la voie à la paix²⁵.

Le même scénario semble pouvoir être appliqué à la situation dans le Delta du Niger où sont exploités des idées et des problèmes historiques relatifs à l'identité régionale et à celle de groupe. Les populations recherchent la sécurité politique qu'offre un État nigérian fort, mais également l'autonomie politique pour décider du cadre dans lequel il doit opérer. Comme le souligne Eghosa Osaghae, « même avec les révoltes dans la région, on a continué à exiger équité et justice dans l'État nigérian et non dans plusieurs États souverains²⁶ ». Puisque des solutions dramatiques seraient nécessaires pour résoudre des problèmes clé liés à l'autonomie politique et économique (les droits de propriété), il fût difficile, pour les deux parties, de parvenir à un compromis. Si les mesures provisoires peuvent apaiser les esprits, elles ne peuvent constituer des solutions durables.

Conclusion

Cet article visait à montrer qu'il existe des variables culturelles et psychologiques fondamentales qui constituent d'importants facteurs dans l'évolution et la résolution des conflits ethniques et politiques. Un certain nombre d'études attestent la pertinence du socioconstructivisme. Celui-ci permet de rapprocher les différences de perception entre des groupes sociaux que ce soit en termes de réalités objectives, d'identités ou de visions du monde. En partant des idées, des croyances et des expériences historiques que les groupes utilisent comme grille d'interprétation des événements et des problèmes nationaux contemporains, l'approche socioconstructiviste constitue un prisme utile pour comprendre le conflit dans le Delta du Niger et ses conséquences plus larges pour la sécurité nationale et l'intégration politique.

Dans la mesure où toutes les parties amènent sur la table des questions essentielles, elles devraient toutes être prises en compte dans la négociation qui cherche une solution mutuellement acceptable. Les « règles du jeu » continueront peut-être de changer, mais seulement de manière marginale par rapport aux problèmes clé et sans pour autant créer l'élan qui risquerait de les anéantir prématurément. Elles offriront dès lors toujours les conditions essentielles nécessaires à la résolution définitive des problèmes. Même si la possibilité d'un accord durable reste lointaine, et ce quelque soit sa forme, cela ne devrait pour autant conduire à les nier. Le simple fait qu'elles soient soumises à la délibération est en soi un bénéfice politique.

La nature instable de la politique nigériane et les périodes souvent tumultueuses qu'elle engendre devraient constamment nous rappeler que la possibilité d'un débat prolongé quant aux multiples problèmes de notre système fédéral ne nous conduira pas nécessairement à des solutions immédiates et faciles. Tant que l'on peut préserver la vie

et protéger ce que l'on a accompli, et dans la mesure où cela peut être évité sans aggraver la situation actuelle, les différents mécanismes en faveur du rapprochement actuellement à l'œuvre devraient être considérés comme partie intégrante d'une approche multifacettes visant à restaurer la confiance dans la capacité d'acteurs concurrents de parvenir à un accord commun. Il est donc nécessaire que toutes les parties opèrent continuellement des ajustements tout en gardant à l'esprit le principe phare de la sécurité nationale et de l'intégrité territoriale.

Notes

1. TERDMAN, Moshe, « Nigerian Oil 'Total War' », *Islam in Africa Newsletter* 1, no. 1, mai 2006, p. 6, http://www.e-prism.org/images/Islam_in_Africa_Newsletter_-_no1_-_May06.pdf.

2. *Id.*

3. GURR, Ted, « A Causal Model of Civil Strife: A Comparative Analysis Using New Indices », *American Political Science Review* 62, no. 4, décembre 1968, pp. 1104–24.

4. GURR, Ted Robert, *Why Men Rebel*, Princeton, NJ : Princeton University Press, 1970.

5. COLLIER, Paul et HOFFLER, Anke, *Greed and Grievance in Civil War*, Centre for the Study of African Economies Working Paper Series no. 160, Oxford, UK : Centre for the Study of African Economies, 2002, pp. 1–43.

6. FEARON, James D. et LAITIN, David D., « Ethnicity, Insurgency and Civil War », *American Political Science Review* 97, no. 1, février 2003, pp. 75–90, http://wand.stanford.edu/courses/polisci350c/classonly/fearon_laitin2003.pdf. Voir aussi COLLIER et HOFFLER, *Greed and Grievance*.

7. ARENDT, Hannah, *On Violence*, New York : Harcourt, Brace, and World, 1970, p. 51.

8. *Id.*, p. 52.

9. *Id.*

10. FEARON et LAITIN, « Ethnicity, Insurgency and Civil War », p. 88.

11. COLLIER, Paul et HOFFLER, « Greed and Grievance in Civil War », *Oxford Economic Papers* 56, no. 4, 2004, p. 588.

12. Voir KURAN, Timur, « Ethnic Dissimilation and Its International Diffusion », in *The International Spread of Ethnic Conflict: Fear, Diffusion, and Escalation*, ed. David A. Lake et Donald Rothchild, Princeton, NJ : Princeton University Press, 1998, pp. 35–60 ; et KURAN, « Ethnic Norms and Their Transformation through Reputational Cascades », *Journal of Legal Studies* 27, no. 2, été 1998, pp. 623–59.

13. WENDT, Alexander, *Social Theory of International Politics*, Cambridge, UK : Cambridge University Press, 1999, p. 94.

14. BERGER, Peter L. et LUCKMAN, Thomas, *The Social Construction of Reality: A Treatise in the Sociology of Knowledge*, New York : Anchor, 1967, pp. 64, 66.

15. JERVIS, Robert, *Perception and Misperception in International Politics*, Princeton, NJ : Princeton University Press, 1976, p. 217.

16. JEONG, Ho-Won, *Understanding Conflict and Conflict Analysis*, Thousand Oaks, CA : Sage, 2008, p. 9.

17. FEARON, James D. et LAITIN, David D., « Violence and the Social Construction of Ethnic Identity », *International Organization* 54, no. 4, automne 2000, pp. 851–53, <http://sobek.colorado.edu/~blimes/Fearon%20and%20Laitin%20violence.pdf>.

18. *Id.*, p. 853.

19. *Id.*, pp. 855–57.

20. *Id.*, p. 856.

21. KALU Kalu N., « Strategic Fusion: What Lessons for International Counterterrorism? », *Defence Studies: The Journal of the Joint Services Command and Staff College* 9, no. 1, 2009, p. 133.

22. ASPINALL, Edward, « The Construction of Grievance: Natural Resources and Identity in a Separatist Conflict », *Journal of Conflict Resolution* 51, décembre 2007, p. 951.

23. BARUAH, Sanjib, « Confronting Constructionism: Ending India's Naga War », *Journal of Peace Research* 40, no. 3, mai 2003, p. 322.

24. *Id.*, p. 321.

25. WILLIAMS, Kristen P. et JESSE, Neal G., « Resolving Nationalist Conflicts: Promoting Overlapping Identities and Pooling Sovereignty—the 1998 Northern Irish Peace Agreement », *Political Psychology* 22, no. 3, septembre 2001, p. 575. Voir aussi AXELROD, Robert, *The Evolution of Cooperation*, rev. ed., New York : Basic Books, 2006.

26. OSAGHAE, Eghosa E., « Explaining the Changing Patterns of Ethnic Politics in Nigeria », *Nationalism and Ethnic Politics* 9, no. 3, automne 2003, p. 66

Visitez notre site web

http://www.au.af.mil/au/afri/aspj/apjinternational/aspj_f/Index_F.asp